

Conférence

La défense des éléphants cimente les divisions

À Genève, les États ont voté un texte qui va restreindre le commerce des éléphants au grand dam d'une partie de l'Afrique et des zoos

Alain Jourdan

Cela ressemble à un gros coup d'arrêt donné au commerce des éléphants vivants. Au terme d'un bras de fer parfois houleux, les participants à la Conférence de la CITES, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, réunie à Genève, ont adopté un texte qui interdit de vendre à l'étranger les éléphants d'Afrique capturés dans la nature. Fini donc les exportations du plus gros des mammifères terrestres vers les zoos ou les parcs de loisirs.

Pour les ONG et les défenseurs des animaux, le vote arraché de haute lutte à Genève a un parfum de victoire. Mais elle a un arrière-goût amer. Lors des travaux de la CITES qui ont réuni les représentants de 169 gouvernements et plus de 1700 délégués du 17 au 28 août à Palexpo, le lobby international des parcs animaliers a montré qu'il restait très combatif et influent. Ses manœuvres de couloir ont conduit l'Union européenne et plusieurs pays, dont la Suisse, à s'opposer à une interdiction pure et simple du commerce des éléphants vivants en introduisant un critère d'exception.

Les défenseurs de cet amendement souhaitent que la porte reste entrouverte à leur exportation hors d'Afrique au cas où une «situation d'urgence» l'exigerait, dans l'intérêt de l'animal. Une démarche a priori louable mais elle ne convainc pas du tout Vera Weber, de la Fondation Franz Weber. Persuadée que le diable se niche dans le détail, elle juge que la notion de «situation d'urgence», parfaitement floue, pourrait bien permettre de contourner l'interdiction.

Heureusement, dans ce combat pour la sauvegarde des éléphants d'Afrique, les ONG ne font pas cavalier seul. Elles peuvent compter sur les experts de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), basée à Gland. «Ils sont formels, il n'y a aucune raison d'envoyer des éléphants hors de leur aire de répartition pour les protéger», explique Vera Weber. Autrement dit, il n'y a rien qui puisse justifier de les exfiltrer du continent africain.



Il ne sera plus possible de séparer les éléphanteaux de leur mère pour les envoyer dans des zoos.

Grâce à l'intervention du Gabon et du Kenya, l'avis de l'UICN devrait être incontournable.

Profonds désaccords

Si les travaux de la CITES ont débouché sur un progrès en ce qui concerne les éléphants et d'autres espèces menacées (*lire l'encadré*), ils ont aussi mis en lumière de profondes divisions au sein de la communauté internationale et entre pays africains. Estimant souffrir de la présence d'un trop grand nombre d'éléphants sur leur territoire, le Zimbabwe et le Botswana ont contesté le bien-fondé de la décision prise à Genève et même menacé de quitter la CITES. Leurs représentants considèrent que cette interdiction de vendre des éléphants vivants ajoutée aux res-

trictions posées au commerce de l'ivoire entrave le développement économique de leur pays. Le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, est même sorti de ses gonds. Dans une interview accordée à «The Herald», il a confié, amer, déplorer de voir «le sort de nos animaux sauvages discuté à Genève, un endroit sans rapport avec eux». Colère d'un côté et soulagement de l'autre. «Les 35 bébés éléphants qui attendaient au Zimbabwe d'être expédiés vers des zoos en Chine, au Pakistan et à Dubaï sont sans doute sauvés», soupire Vera Weber.

Les débats ont aussi jeté une lumière crue sur le double discours des États européens qui d'un côté prétendent jouer la carte du développement durable

et de la préservation de l'environnement et qui en coulisse s'efforcent d'amender des textes qu'ils jugent trop restrictifs pour le commerce des animaux protégés.

Certes, il ne sera plus possible de séparer les éléphanteaux de leur mère pour les envoyer dans des zoos, mais il s'en est fallu de peu que la CITES n'acte un assouplissement des textes qui restreignent le commerce de l'ivoire. Ce qui aurait été un très mauvais signal envoyé aux braconniers et trafiquants. Quatre populations d'éléphants (Afrique du Sud, Botswana, Namibie et Zimbabwe) ne jouissent toujours pas d'une protection totale en ce qui concerne leur ivoire. Le combat pour la préservation des éléphants d'Afrique n'est pas encore totalement gagné.

Animaux

Les gagnants et les perdants à Genève

Du côté des **gagnants**: les requins et les vaquitas. Deux espèces de requins makos ont été ajoutées à l'annexe II de la CITES, le commerce mettant en danger leur survie. Les ailerons et la viande sont particulièrement appréciés sur les marchés asiatiques, mais c'est dans la Méditerranée que le déclin est le plus préoccupant. En 2016, ils avaient diminué de 90%. Si des mesures fortes de réglementation et de gestion sont prises immédiatement, les stocks pourront se renouveler d'ici vingt à trente ans.

Les vaquitas, marsouins du Pacifique, dont il ne reste plus que dix individus, meurent pris dans les filets de pêche destinés aux poissons totoabas, également en voie de disparition. Les cartels mexicains se sont emparés de ce trafic, ce qui en fait un terrain de plus en plus dangereux pour les ONG. «Plusieurs collaborateurs ont été menacés», précise Colman O Criodain, du WWF. La CITES exige à présent du gouvernement mexicain qu'il empêche l'entrée de navires de pêche illégaux dans la zone protégée des vaquitas.

Du côté des **perdants**: les guépards. Le félin est déjà classé à l'annexe I. Une des menaces croissantes est le commerce illégal d'animaux vivants vers les pays du Golfe. Cette question devait être abordée à Genève mais les principaux États concernés n'étaient pas présents lors des délibérations. Et plusieurs pays du Moyen-Orient se sont opposés à un examen de la situation. Aucune initiative ni groupe de travail spécifique n'ont pu être mis en place, au grand dam des ONG. **Sandra Miura**

Boris Johnson tente un coup face aux députés

Le premier ministre britannique a annoncé la suspension de la session parlementaire. Il espère ainsi rester maître des négociations avec l'UE

Boris Johnson a opté pour le conflit direct avec les députés. Mercredi, le premier ministre britannique s'est rendu auprès de la reine Élisabeth II, en vacances dans sa résidence écossaise de Balmoral, pour lui demander de suspendre le parlement de la mi-septembre au 14 octobre. Sa requête a été acceptée, si bien que les élus ne siégeront tout au plus que quinze jours avant la date du Brexit, le 31 octobre.

Dans une lettre, Boris Johnson s'est justifié par le fait que la session actuelle du parlement est la plus longue «depuis près de 400 ans» et qu'il est donc temps «d'y mettre un terme». Ce processus est tout à fait normal et il survient en moyenne tous les ans, voire tous les deux ans. Le locataire du 10 Downing Street précise qu'il pourra ainsi «présenter un ambitieux calendrier de lois nationales en faveur du renouveau de notre pays après le Brexit» lors du discours de la reine, planifié le 14 octobre.

Au regard de la colère de nombreux députés, il est évident que cette décision n'est pas aussi naïve que Boris Johnson veut bien l'indiquer. Le président de la Chambre des communes, John Bercow, l'a qualifiée «de scandale constitutionnel» et estime qu'il est «absolument évident que l'objectif de la suspension est d'empêcher que le parlement ne débattre du Brexit et ne fasse son devoir de définir une trajectoire pour la nation». Une critique forte dans un pays où le parlement est censé être déterminant en matière de législation.

De son côté, le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn a parlé d'«attaque contre notre démocra-

tie dans le but de forcer une sortie de l'Union européenne sans accord avec les Vingt-Sept (*no deal*)». Il a prévenu qu'il tenterait d'empêcher la suspension du parlement.

Le geste de Boris Johnson n'est pourtant pas aussi radical que ses opposants politiques veulent bien l'affirmer. En effet, après leurs vacances estivales, les députés reprendront le chemin de Westminster mardi prochain. Ils devaient ensuite quitter leurs bancs parlementaires dans la soirée du 12 septembre pour n'y revenir que le 8 octobre en raison des conférences annuelles des trois principaux partis. Concrètement, les députés ne perdront donc que deux ou trois jours de débats en septembre et trois autres en octobre.

Surtout, Boris Johnson n'a pas choisi de suspendre le parlement tout le mois d'octobre, comme cela avait été envisagé depuis deux mois. Avec cette option radicale, il y aurait eu impossibilité de bloquer un Brexit sans accord. Aujourd'hui, cette possibilité demeure intacte, même si la marge de manœuvre est plus limitée: en raison de la fin précipitée de la session, les parlementaires ne pourront pas légiférer pour empêcher un *no deal* avant le Conseil européen des 17 et 18 octobre.

Cet élément est capital pour Boris Johnson. Depuis son arrivée au pouvoir, il fait tout pour montrer la détermination de son pays à sortir de l'UE le 31 octobre et rendre crédible la possibilité d'un *no deal*. Or il n'a pas oublié le déroulé des trois dernières années. Il n'entend pas voir sa position de négociation affaiblie par les députés de son propre pays comme ce fut le cas pour Theresa May, qui passa plus de temps à discuter avec les élus britanniques qu'avec l'UE. Même si un échec de sa stratégie pourrait mener le pays vers une élection générale, et peut-être la fin de son mandat. **Tristan de Bourbon**

Greta à New York



La jeune égérie pour le climat est arrivée mercredi à New York, après quinze jours de traversée de l'Atlantique à bord d'un voilier zéro émission carbone. «Terre! Les lumières de Long Island et de New York devant nous», a-t-elle tweeté. Greta Thunberg participera notamment au sommet de l'ONU le 23 septembre. Elle a également prévu de se rendre au Canada, au Mexique et au sommet de la COP 25, au Chili. ATS

Le rouge bon pour la flore intestinale

Étude Des chercheurs ont comparé sur 916 femmes jumelles les effets du vin rouge sur la flore intestinale à ceux d'autres alcools et pensent avoir isolé un impact positif, selon une étude parue mercredi. **AFP**

Les images d'une épave mythique

Canada Plus de 170 ans après la disparition du navire britannique *HMS Terror* dans l'Arctique canadien, des images inédites de l'épave ont été diffusées mercredi. Elles révèlent un intérieur bien conservé. Les 129 marins étaient restés coincés 18 mois dans les glaces avant de mourir de faim ou de froid. **AFP**

Afghanistan Washington veut éviter le vivier pour extrémistes

«Nous ne voulons pas que l'Afghanistan soit un sanctuaire, d'où la patrie puisse être menacée, d'où le peuple américain et nos alliés puissent être menacés», a affirmé mercredi le chef d'état-major américain, le général Joe Dunford. «Je n'utilise pas le terme «retrait» pour l'instant, nous allons nous assurer que l'Afghanistan n'est pas un sanctuaire et nous allons nous efforcer d'apporter la paix et la stabilité» dans ce pays, a déclaré le plus haut gradé américain, qui partira fin septembre. **ATS**

Attentats de Nice Quatrième suspect remis en liberté

Un quatrième suspect inculpé dans l'enquête sur l'attentat de Nice, qui avait fait 86 morts le 14 juillet 2016, a été remis en liberté. Il a été placé sous bracelet électronique début août après plus de trois ans de détention provisoire, a appris mercredi l'AFP. Ce Franco-Tunisien de 43 ans, réceptionniste dans un hôtel niçois, était rapidement devenu suspect en raison notamment d'une photographie le montrant, le 13 juillet, dans la cabine du camion que l'auteur de l'attentat avait lancé le lendemain sur la foule. **ATS**

Le Parti démocrate et le M5S vont gouverner l'Italie

La coalition de centre gauche et le parti anti-système ont trouvé un accord pour former un nouveau gouvernement

Il n'y aura pas d'élections anticipées en Italie. À l'issue d'un marathon de consultations entre le président de la République, Sergio Mattarella, et les différents partis politiques, la Péninsule s'achemine vers une sortie de crise. Le Parti démocrate (PD, centre gauche) et le Mouvement 5 Étoiles (M5S, anti-

système) ont «trouvé un accord» mercredi pour former un nouveau gouvernement qui remplacera l'alliance nationale-populiste du M5S avec la Ligue de Matteo Salvini.

Un «accord politique a été trouvé avec le PD» pour former une nouvelle majorité de gouvernement, a annoncé le chef du M5S, Luigi Di Maio, à sa sortie d'une rencontre avec le président Mattarella. Le nouveau gouvernement sera de nouveau dirigé par Giuseppe Conte, et ce «sera une garantie» pour le M5S, a-t-il précisé, en critiquant son ex-allié Matteo Salvini

pour avoir, début août, «coupé le courant» de la coalition qu'ils formaient depuis 14 mois et laissé «60 millions d'Italiens sans gouvernement».

«Nous aimons l'Italie et nous considérons que cela vaut la peine de tenter l'expérience», a déclaré pour sa part Nicola Zingaretti, le chef du Parti démocrate italien. «Dans des moments difficiles comme celui-ci, nous ne pouvons pas nous permettre de nous détourner de notre responsabilité», a-t-il ajouté. Bien qu'à couteaux tirés depuis des années, le PD et le

M5S négocient cet accord depuis plusieurs jours afin d'éviter un retour aux urnes très risqué, alors que la Ligue d'extrême droite est largement en tête des sondages.

Le 8 août dernier, Matteo Salvini, le chef de la Ligue, a brutalement mis fin à la coalition qu'il avait formée en juin 2018 avec le M5S et a réclamé des élections anticipées. Giuseppe Conte a démissionné le 20 août de la présidence du Conseil. Reste à trouver un accord sur les ministères clés et sur un programme commun de gouvernement. **YV.** avec ATS